

## Intégration



**Emplois**  
Un réfugié dans une exploitation agricole à Bâle-Campagne.

# Mystérieux Röstigraben sur l'embauche des réfugiés

Les réfugiés installés en Suisse alémanique travaillent davantage qu'en Suisse romande. Pourquoi? Notre enquête

Caroline Zuercher

**D'**abord le constat. Dans le canton de Nidwald, 48,4% des réfugiés travaillent. Contre 10% pour Genève, et 15,5% pour Vaud, selon les chiffres du SEM, le Secrétariat d'Etat aux migrations (au 31 août). Y aurait-il une exception romande liée à l'embauche de ces migrants? En tout cas, un sérieux Röstigraben, d'autant qu'on retrouve la même différence pour les personnes admises provisoirement (permis F).

Selon une étude publiée en 2014 par l'Office fédéral des migrations et réalisée par deux sociétés privées, les différences perdurent à plus long terme, même si l'écart se réduit. Après dix ans, le taux de participation à la vie économique des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire était de 49,6% en Suisse alémanique, contre 40,4% en Suisse romande.

A quoi cette différence est-elle due? Plusieurs professionnels romands remettent en cause les statistiques de la Confédération. A l'instar d'Antonello Spagnolo, du Service vaudois de prévoyance et d'aide sociales: «Nous attendons des chiffres vraiment fiables qui permettraient notamment d'analyser la question sur le long terme.» Il donne un exemple: la personne qui a un petit job à un moment donné n'a pas pour autant trouvé de vrai travail. A Genève, l'Hospice général n'a pas les mêmes données que le SEM. Il annonce que 17% des personnes ayant le droit de travailler (parmi les personnes admises à titre provisoire mais aussi les requérants) le faisaient en juin 2017. «Cette proportion est en croissance. Elle était de 14% à fin décembre 2016 et de 16% à fin mars 2017», ajoute le porte-parole de l'institution, Bernard Manguin. «Les personnes qui sortent de notre dispositif en obtenant un permis B ou C n'apparaissent plus dans cette statistique. Si on en tenait compte, le taux genevois pourrait être sensiblement plus élevé.»

Les cantons romands s'en sortent mieux avec les requérants d'asile en droit de travailler (taux d'embauche de 5,6% à Genève, 4,7% dans le canton de Vaud, contre 3,8% en moyenne suisse). Cela pourrait être de meilleur présage pour la suite, même si ces proportions restent peu importantes. En attendant, la différence entre Alémaniques et Romands sur l'embauche des réfugiés embarrasse et intrigue tant les scientifiques que les professionnels de l'intégration, qui peinent à trouver des explications. Il n'y a pas une mais de nombreuses causes possibles, dont l'impact est difficilement vérifiable. Voici quelques hypothèses.

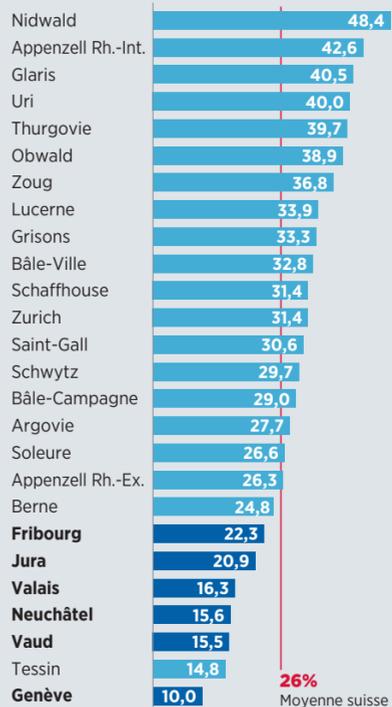
## 1. Le taux de chômage

Il est supérieur en Suisse romande (5,2% à Genève en août, 4,4% dans le canton de Vaud, contre 3% en moyenne nationale). Pour les réfugiés, la concurrence est donc plus grande sur le marché du travail.

## Le taux d'activité des migrants en Suisse

### Réfugiés reconnus avec asile, en possession d'un permis B

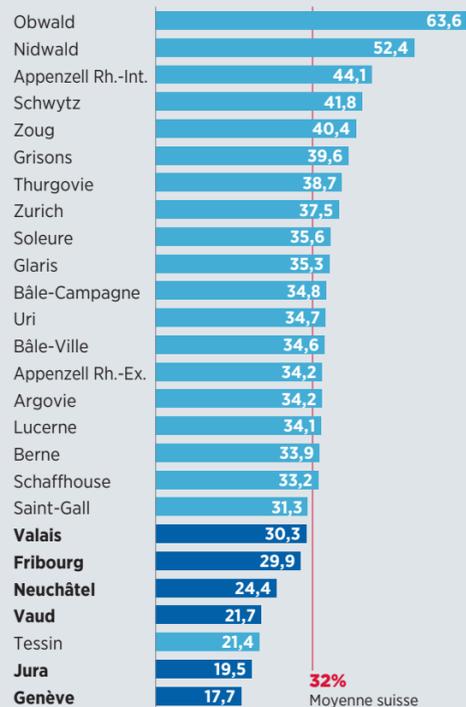
Taux d'activité en %



Chiffres au 31.08.2017

### Personnes admises provisoirement avec un permis F

Taux d'activité en %



I. CAUDULLO. SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX MIGRATIONS

## «Les cantons ont besoin de plus d'argent»

● Pour Felix Wolfers, un grand problème est que la Confédération ne soutient pas assez les Cantons. Ce souci est partagé de tous, qu'ils aient des taux d'embauche élevés ou pas. Berne leur verse 6000 francs par réfugié pour les programmes d'intégration. «Les Cantons auraient besoin de 18 000 à 20 000 francs. Tant que ces forfaits ne seront pas augmentés, ils auront de la peine à faire mieux.» Les Cantons sont déjà interve-

nus et des discussions ont lieu avec le Secrétariat d'Etat aux migrations. La Confédération devrait accepter d'ouvrir davantage son porte-monnaie. Dans quelle proportion? C'est la question. «Une chose est certaine, c'est un bon investissement, argumente Felix Wolfers. Si nous n'aidons pas ces personnes en leur proposant par exemple des cours de langue, elles vont rester des années à l'aide sociale. Et là, nous allons perdre des millions de

francs.» Le Bernois ajoute que 10 000 places d'apprentissage n'ont pas trouvé preneur cette année: les migrants, en majorité jeunes, seraient tout désignés pour les occuper...

Si les Cantons et les Communes sont inquiets, c'est parce que la Confédération ne finance l'aide sociale que durant cinq ans pour les réfugiés, sept ans pour les personnes admises à titre provisoire. A eux, ensuite, de prendre le relais.

Les choses sont forcément plus simples à Nidwald, avec 1% de chômage. Cette analyse ne vaut toutefois pas dans tous les cas. Le taux de chômage a beau être au-dessus de la moyenne à Bâle-Ville (3,7%) et Zurich (3,4%): les réfugiés y travaillent plus qu'ailleurs. Situation inverse dans le canton de Fribourg. Le taux de chômage y est inférieur à la moyenne nationale (2,8%), mais seuls 22,3% des réfugiés sont actifs.

## 2. La structure économique

Les personnes dont nous parlons ont une formation de base parfois lacunaire. Elles trouveront plus facilement un travail dans l'hôtellerie-restauration, l'agriculture ou la construction. Cela peut expliquer le meilleur taux d'embauche enregistré par exemple dans les Grisons, un canton touristique. A l'inverse, le marché du travail genevois est très spécialisé. Du coup, il y a une forte concurrence pour les employés peu qualifiés. Mais ces questions semblent disputées: dans l'étude publiée en 2014, les chercheurs relativisent l'influence de la demande de travail peu qualifié et du taux de chômage dans ce débat.

## 3. Les logements disponibles

«La première chose qui préoccupe les gens, après l'accès à un permis, c'est de bénéficier d'un logement», explique Antonello Spagnolo, qui s'occupe de l'intégration des réfugiés dans le canton de Vaud. «Tant qu'ils n'ont pas résolu cette question, ils ont de la peine à s'occuper du reste, comme la participation à des cours de langue ou la recherche d'un emploi.» Selon les chiffres publiés à fin 2015, le taux de logements vacants était en effet plus faible en Suisse romande (à l'exception du Jura). Il faut cependant relever que le canton qui connaissait alors le taux le plus bas était celui de Zoug, où les migrants travaillent davantage que la moyenne.

## 4. La taille des cantons

A l'instar de Felix Wolfers, coprésident de la Conférence suisse des institutions d'action sociale, plusieurs observateurs constatent que les petits cantons semblent enregistrer de meilleurs résultats. «Une hypothèse est qu'il y a une plus grande proximité avec les autorités et le tissu économique», explique Erich Dürst, directeur de l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM), qui prend en charge les personnes admises à titre provisoire, les permis F). On peut ajouter que la tâche est plus simple avec quelques dizaines de personnes que plusieurs centaines.

## 5. Les réseaux et la solidarité

Corollaire de la taille des cantons, le fait que les gens se connaissent jouerait un rôle. L'EVAM a observé que la mobilisation de bénévoles augmente l'embauche de migrants. Cette aide de la société civile permettrait de développer des réseaux. Dans la même logique, un cercle vertueux pourrait se mettre en place.

«Dans les cantons comprenant plus de réfugiés employés, ces migrants peuvent favoriser l'engagement de compatriotes. Dans les cantons où les réfugiés sont peu insérés sur le marché du travail, de tels effets sont moindres», écrivait le démographe genevois Philippe Wanner. La règle vaudrait aussi pour les patrons. Là, l'idée est que celui qui fait une bonne expérience avec un réfugié le dira aux autres.

## 6. Le profil des migrants

Une longue attente avant d'obtenir le statut de réfugié réduit les chances de travailler - si la décision tombe après trois ans au lieu de deux, la probabilité de trouver un emploi diminue de 23% à 18%. L'âge joue aussi un rôle, de même que le pays de provenance. Pour expliquer les variations entre cantons, une piste est que les réfugiés n'ont pas la même nationalité partout. Parmi ceux en âge de travailler, toutefois, environ la moitié vient d'Erythrée dans les cantons de Genève, de Vaud, de Bâle-Ville, de Zurich ou d'Obwald. Suivent en général les Syriens et les Sri Lankais.

Une autre piste est que les cantons n'auraient pas la même politique en matière de permis. Les Romands accordent-ils par exemple plus facilement des permis B aux personnes admises provisoirement? «Cela signifierait que ceux dont nous nous occupons sont, en moyenne, depuis moins longtemps en Suisse et donc moins bien intégrés», explique Erich Dürst.

## 7. Les politiques d'intégration

Les politiques d'intégration sont développées dans les cantons, voire dans les communes. Vu ce morcellement, il est difficile d'avoir une vue d'ensemble. Ces dernières années, des nouveaux programmes ont été mis en place. Dans le canton de Vaud, par exemple, 70 à 80% des réfugiés adultes sont pris en charge. «Ils sont très motivés, précise Antonello Spagnolo. Mais il est difficile de créer de réelles opportunités d'embauche.» Etienne Piguet, vice-président de la Commission fédérale des migrations (CFM), se pose une question: les Alémaniques se montrent-ils plus dirigistes que les Romands? «Dans beaucoup de petits cantons alémaniques, des entretiens personnels réguliers sont menés, avec aussi une plus grande pression sur les migrants», estime Felix Wolfers. Y a-t-il une différence de culture, avec des Romands plus enclins à aider et des Alémaniques plus exigeants? Difficile, là encore, de répondre clairement à la question, puisqu'il y a beaucoup de cantons alémaniques, avec des degrés de souplesse divers.